

Le Monde

Frankfurter Allgemeine

ZEITUNG FÜR DEUTSCHLAND

Interview croisée de Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale et de Monsieur Norbert Lammert, Président du Bundestag publiée par *Le Monde* en France et par le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en Allemagne.

22 novembre 2013



A l'orée de la campagne pour les élections européennes de mai 2014, Norbert Lammert, président (CDU) du Bundestag, en visite à Paris, et Claude Bartolone, président (PS) de l'Assemblée nationale, ont répondu aux questions du Monde et de la Frankfurter Allgemeine Zeitung sur leur vision de la relation franco-allemande.

Claude Bartolone, vous avez réclamé une confrontation avec l'Allemagne. Norbert Lammert est-il votre homologue ou votre adversaire politique ?

Claude Bartolone : C'est un homologue, mais pour qu'il puisse y avoir le moment venu un compromis entre les Français et les Allemands, il faut qu'il y ait une confrontation sur les idées. La confrontation, ce n'est pas une insulte, ce n'est pas une agression. C'est reconnaître qu'entre l'Allemagne et la France, il peut y avoir des majorités différentes avec des orientations européennes distinctes, avant qu'elles fassent l'objet de compromis pour

permettre au couple franco-allemand de peser de tout son poids. Il faut pouvoir montrer aux Européens que l'Europe n'est pas quelque chose d'asexué.

M. Lammert, êtes-vous d'accord ?

Norbert Lammert : Absolument, si nous entendons par là une confrontation passionnée, sur la situation dans laquelle nous nous trouvons et sur le futur que nous voulons. Car sans une position commune franco-allemande, on ne peut pas trouver de réponse à la question du futur de l'Europe.

La campagne pour les élections européennes de mai 2014 opposera-t-elle la droite et la gauche ou pro et anti-européens ?

Norbert Lammert : Nous devons tous nous efforcer de faire en sorte que le prochain Parlement européen ait une majorité européenne, c'est-à-dire une majorité de députés qui veulent sérieusement un progrès de l'intégration européenne. Nous allons fêter cette année les 25 ans de la chute du mur de Berlin. C'est un événement européen majeur qui montre combien sont possibles des changements en Europe dont personne ne pensait pendant des décennies qu'ils étaient réalisables.

Claude Bartolone : S'il devait y avoir une campagne simplement entre pro et anti-européens, notamment en France, la participation risquerait d'être faible. J'ai le souvenir cuisant du référendum de 2005 sur la Constitution européenne. A vouloir présenter une Europe sans choix politique, on a contribué à rendre plus trouble l'idée de construction européenne. Chacun doit affirmer sa vision de cette construction. Mais, le moment venu, nous devons prendre nos responsabilités pour arriver à un compromis.

M. Bartolone défend le social-démocrate allemand Martin Schulz pour présider la Commission européenne. M. Lammert, soutiendrez-vous nécessairement un conservateur puisque vous êtes conservateur ?

Norbert Lammert : Dans tous les camps politiques, l'idée progresse que l'on peut rapprocher les électeurs du Parlement européen en liant le vote aux visages de ceux qui prendront des responsabilités pour l'avenir de l'Europe. En Allemagne, où nous négocions une grande coalition, il est clair que nous irons aux élections européennes en forces démocratiques concurrentes. Cela n'entravera pas la future collaboration au niveau tant national qu'européen.

Faire une campagne droite-gauche, puis, après, une grande coalition, n'est-ce pas ouvrir la voie aux europhobes ?

Claude Bartolone : Je ne crois pas. Les populistes pourraient se nourrir de l'idée « tous les mêmes ». Le meilleur service à rendre à l'Europe est d'affirmer deux propositions différentes. Une fois que les électeurs se sont prononcés, les décisions se prennent sur la base du compromis. Je suis persuadé que, si nous allions devant nos électeurs dans une espèce de grande coalition sous une étiquette générique de pro-européens, ce serait du pain bénit pour tous les populistes.

Quelle est la part de responsabilité de l'Allemagne dans la crise de l'euro, au regard des critiques de la Commission contre ses excédents commerciaux excessifs ?

Norbert Lammert : Je prends ce débat avec une certaine décontraction. L'économie allemande a retrouvé par bonheur sa compétitivité et l'Union européenne en profite, et elle en profite plus que de la faiblesse de l'Allemagne, qui était considérée il y a quinze ans par ses voisins comme l'homme malade de l'Europe. Je ne pense pas que les excédents commerciaux allemands, qui sont réalisés avant tout avec les pays hors UE, créent des problèmes pour nos partenaires en Europe. La question se pose beaucoup plus à nous, les Allemands. Nous investissons trop peu dans notre propre pays au profit de placements financiers à l'étranger.

M. Bartolone, les excédents allemands sont-ils bons pour la France ?

Claude Bartolone : C'est là qu'il faut qu'on réussisse le compromis que j'évoquais. Je ne veux pas que nos amis allemands croient que nous voulons utiliser leurs excédents pour combler nos déficits. Chacun doit faire un bout du chemin. La France doit réussir son pari en termes de réindustrialisation et de politique de l'offre. Elle doit combattre ses déficits à un rythme qui ne détourne pas nos compatriotes de l'idée européenne. Ce travail en France doit permettre de rassurer le peuple allemand. De leur côté, nos amis allemands doivent entendre que la France défend son idée d'une Europe sociale et d'une Europe par la preuve – grands travaux, transition énergétique. La situation démographique de l'Allemagne l'amène à être attentive à la rente, tandis que la France a besoin de croissance.

En quoi les excédents allemands en Chine nuisent-ils à la zone euro ?

Claude Bartolone : Près de la moitié des ventes allemandes se font dans l'Union européenne. Au-delà, nombreux sont les Etats qui souffrent du niveau de l'euro, notamment la France. Nous savons que 10 centimes d'évolution du cours de l'euro représentent un milliard de pertes pour EADS.

L'Allemagne souffre-t-elle d'un euro trop fort ?

Norbert Lammert : Je connais bien la sensibilité d'Airbus aux variations de change, car j'étais coordinateur du gouvernement fédéral pour l'industrie aéronautique dans les années 1990. Je connais donc l'aspiration de cette industrie à favoriser sa propre position concurrentielle par l'influence étatique sur les taux de change. Mais à la fin, il est inéluctable que la compétitivité se construise par l'industrie elle-même et pas par des manipulations de cours.

La zone euro doit-elle adopter le modèle allemand, que M. Bartolone appelle l'ordo-libéralisme ?

Claude Bartolone : Aujourd'hui, le modèle industriel allemand peut s'accommoder d'un euro fort, d'un euro cher. Ce n'est pas le cas de tous ses partenaires. Il faut trouver la valeur de l'euro qui corresponde aux intérêts des uns et des autres. Pendant longtemps M. Trichet a soutenu que l'euro était bâti sur la base d'une inflation à 2 %. Aujourd'hui, nous sommes aux alentours de 1 %. Nous risquons d'être une des rares zones monétaires excédentaires avec une dégradation sensible de notre parité par rapport au dollar. J'appelle au compromis sur cette question monétaire.

M. Lammert, ne trouvez-vous pas choquant que le Bundestag ait toujours le dernier mot en cas de plan de sauvetage dans la zone euro ?

Norbert Lammert : D'abord, c'est faux. Le Bundestag exerce sur son budget les mêmes droits que tous les autres Parlements nationaux sur leur budget. S'il y a peut-être une différence, c'est que notre Cour constitutionnelle exige explicitement que ces droits soient préservés. Notre droit dispose qu'aucun programme d'aide européen ne peut être décidé sans l'approbation du Bundestag. Il doit être informé des conditions d'aide et vérifie si celles-ci sont respectées pour autoriser leur versement. Avec cette approbation, le Bundestag participe de la communautarisation de la politique en Europe.

Claude Bartolone : Si on va au bout de la proposition de François Hollande d'un gouvernement de la zone euro, il faudra évoquer le rôle des Parlements. Il ne peut y avoir de gouvernement sans Parlement.

Le Bundestag a débattu du scandale des écoutes de la NSA. Pourquoi pas le Parlement français ?

Claude Bartolone : C'est vrai qu'il n'y a pas eu en France la même dimension symbolique que celle de l'écoute visant Mme Merkel. Mais sur cette question de contrôle des communications, nous devons avancer. Mme Merkel a évoqué l'idée d'un Google européen. J'y souscris.

Norbert Lammert : Il faut regarder vers l'avenir. Les Européens pourraient se saisir de l'affaire de la NSA pour s'opposer à la domination américaine dans le numérique. Comme cela s'est produit il y a 40 ans dans l'aéronautique avec Airbus, cela pourrait faire l'objet d'un projet non pas national, mais européen.